

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-09 du 07 mars 2025

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Les droits de douane sur la Chine sont augmentés de 10 points
2. D. Trump met en place les droits de douane de 25% sur les importations en provenance du Mexique et du Canada...
3. ... avant de les suspendre jusqu'au 2 avril pour les produits respectant les critères de l'USMCA
4. Le Représentant américain au Commerce présente au Congrès l'Agenda de la politique commerciale 2025 du président, le Rapport annuel 2024 et le rapport « L'OMC à trente ans »

Climat – énergie – environnement

5. La Maison Blanche prend des mesures pour augmenter la production américaine de bois

Transport et infrastructure

Brèves

Industrie

6. TSMC prévoit d'augmenter de 100 Md\$ ses investissements aux États-Unis pour la fabrication de semi-conducteurs

Agriculture et industrie agroalimentaire

7. Les représentants du secteur agricole appuyés par des élus républicains plaident pour des exemptions tarifaires

Numérique et innovation

8. Le président de la FCC critique les règles européennes de modération des contenus
9. Le représentant Jim Jordan (R-Ohio) enquête sur l'influence des réglementations étrangères et du gouvernement fédéral sur la modération des contenus des Big Tech

Santé

10. Pékin interdit à l'entreprise américaine Illumina d'exporter ses séquenceurs génétiques vers la Chine
11. Pfizer dit songer à relocaliser certaines de ses activités aux États-Unis

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les droits de douane sur la Chine sont augmentés de 10 points

Le 3 mars, la Maison Blanche a [publié](#) un *Executive Order* (EO) d'application immédiate passant de 10 à 20% les droits additionnels sur les importations américaines provenant de Chine prélevés depuis le 4 février.

2. D. Trump met en place les droits de douane de 25% sur les importations en provenance du Mexique et du Canada...

Le 4 mars, les droits de douane additionnels de 25% sur les importations du Mexique et du Canada (10 % pour les importations canadiennes d'« énergies ou ressources énergétiques ») sont entrés en vigueur. Pour rappel, ces droits étaient initialement prévus pour le 4 février, puis repoussés d'un mois [Voir [Brèves sectorielles du 7 février 2025](#)].

3. ... avant de les suspendre jusqu'au 2 avril pour les produits respectant les critères de l'USMCA

Le 5 mars, la porte-parole de la Maison-Blanche, Karoline Leavitt, avait [indiqué](#) que le Président avait décidé de reporter pour un mois les droits de douane de 25% sur les automobiles rentrant dans le champ de l'USMCA, à la demande des industries automobiles.

Le 6 mars, D. Trump a décidé d'accorder une exemption aux importations de biens en provenance du Mexique et du Canada respectant les termes de l'USMCA, et ce jusqu'au 2 avril. Les droits sur la potasse, un ingrédient clé des engrais, seront également réduits de 25 % à 10 %. Tel qu'indiqué dans les deux EO amendés visant le [Canada](#) et le [Mexique](#), ces modifications visent à « minimiser les perturbations pour l'industrie automobile des États-Unis et les travailleurs de l'automobile ».

Cette décision [survient](#) après une discussion avec la présidente mexicaine Claudia Sheinbaum, « pour l'accommoder et par respect ». Il a souligné leur bonne relation ainsi que les efforts mutuels « à la frontière pour à la fois empêcher les immigrants illégaux d'entrer aux États-Unis et, de même pour le fentanyl ». Plus tard dans la soirée, C. Sheinbaum a annoncé une revue des droits de douane du Mexique à l'égard des produits chinois, citant le textile et les chaussures. Ce faisant, elle donne corps à [l'idée](#) de Forteresse Nord-Américaine, articulée la semaine passée par S. Bessent.

4. Le Représentant américain au Commerce présente au Congrès l'Agenda de la politique commerciale 2025 du président

Le 3 mars, le Représentant américain au Commerce Jamieson Greer a [présenté](#) au Congrès l'Agenda de la politique commerciale 2025 du président, le Rapport annuel 2024 et le rapport « L'OMC à trente

ans ». L'agenda de politique commerciale expose « la vision de l'Administration en matière de politique commerciale, décrivant les défis économiques et de sécurité nationale pour les États-Unis et dresse un plan pour rééquilibrer le commerce en réponse à ces défis ». Le Rapport annuel 2024 résume les activités menées par le bureau de l'USTR au cours de l'année précédente. Le rapport « l'OMC à trente ans » évalue les intérêts des États-Unis au sein de l'OMC, et décrit les défis auxquels fait face l'organisation et le besoin de réforme.

Brèves

- Le 4 mars, le Département du Trésor a [sanctionné](#) B. Parsarad, basé en Iran et opérant Nemesis, un marché en ligne clandestin utilisé par des cybercriminels et trafiquants de drogue.
- Le 5 mars, le Département du Trésor a [sanctionné](#) le courtier en données Z. Shuai et son entreprise Shanghai Heiying, pour l'acquisition et la vente de données provenant d'infrastructures critiques américaines.
- Le 5 mars, le Département du Trésor a [sanctionné](#) 7 haut-responsables Houthis, pour trafic de systèmes d'armement et pour avoir négocié leur approvisionnement d'armes auprès de la Russie.
- Le 6 mars, les Bureaux du recensement et de l'analyse économique ont [annoncé](#) que le déficit commercial américain s'était creusé en janvier pour atteindre 131,4 Md\$ contre 98,1 Md\$ en décembre 2024.

Climat – énergie – environnement

5. La Maison Blanche prend des mesures pour augmenter la production américaine de bois

Le Président Trump a [ordonné](#) dans un décret présidentiel du 1^{er} mars, une augmentation immédiate de la production de bois (bois d'œuvre, papier, bioénergie) aux États-Unis en assouplissant les réglementations fédérales. Il met en avant la nécessité de mieux exploiter les ressources forestières nationales pour réduire la dépendance énergétique aux importations, favoriser l'emploi, diminuer les risques d'incendie et renforcer la sécurité économique et environnementale du pays. Ce décret contient plusieurs directives pour le Secrétaire de l'Intérieur et le Secrétaire de l'Agriculture, dont une révision des politiques de gestion forestière, pour accélérer la production de bois et simplifier les procédures de gestion forestière, une stratégie pour accélérer l'approbation des projets forestiers en lien avec l'Endangered Species Act (ESA), un plan pour quantifier le volume de bois provenant des terres fédérales à mettre en vente sur les quatre prochaines années, et l'adoption de nouvelles exemptions

administratives pour réduire les délais d'approbation liés à l'application de la loi nationale sur l'environnement (National Environmental Policy Act – NEPA).

Le décret précise que toutes les agences concernées doivent éliminer les retards inutiles dans les processus d'autorisation et supprimer les réglementations qui freinent la production de bois. Il demande également au Comité des espèces en danger (Endangered Species Committee) d'accélérer les évaluations des demandes d'exemption pour permettre une exploitation plus rapide du bois. Enfin, un rapport doit être remis au Président pour identifier et résoudre les obstacles créés par l'application de l'ESA.

Brèves

- Le 4 mars, l'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [publié](#) la décision de l'Administrateur Lee Zeldin d'annuler 21 nouvelles subventions, devant permettre d'économiser 116,4 M\$. Le communiqué précise que cette troisième vague de coupes budgétaires, menée en partenariat avec le Department of Government Efficiency (DoGE), porte le total des économies réalisées par l'EPA à plus de 287 M\$ depuis la prise de fonction de l'Administrateur Zeldin il y a 31 jours.
- Le 28 février, le Département de l'Energie (DoE) a [annoncé](#) un décret visant à éliminer les freins à l'utilisation du gaz naturel liquéfié (GNL) comme carburant maritime. Cette décision modifie une ordonnance qui imposait une autorisation du DoE en vertu du Natural Gas Act (NGA) pour les transferts de navire à navire de GNL destiné à être utilisé en tant que carburant. Désormais, le DoE n'exercera plus sa juridiction sur les transferts de GNL entre navires dans les eaux américaines ou internationales. Cette mesure vise à faciliter la croissance du marché du GNL marin.

Transport et infrastructure

Brèves

- Le 6 mars, dans le cadre d'une entrevue avec le Président Trump à la Maison-Blanche, le groupe CMA CGM a [annoncé](#) des investissements aux Etats-Unis d'un montant de 20 Md\$ au cours des 4 prochaines années dans les secteurs du transport maritime, des capacités logistiques et du fret aérien. Ces investissements devraient s'accompagner de la création de 10 000 emplois aux Etats-Unis et permettront notamment : d'accroître la flotte opérée par APL (compagnie de transport maritime américaine du groupe) à 30 navires sous pavillon américain ; de développer les infrastructures portuaires à New York, Los Angeles, Dutch Harbor (Alaska), Houston et Miami ; de moderniser et porter le réseau logistique du groupe à 400 entrepôts dans le pays, incluant l'amélioration de ses

plateformes automobiles et l'ouverture d'un centre d'innovation en automatisation et robotique à Boston ; de renforcer les capacités du hub de fret aérien du groupe à Chicago en déployant 5 nouveaux appareils Boeing.

- Le 3 mars, via un communiqué du Département d'État (DoS), les Etats-Unis ont [exprimé](#) leur « forte opposition » (*strongly objects*) à l'encontre d'une recommandation adoptée lors de la dernière réunion du Comité sur la protection de l'environnement dans l'aviation (CAEP) de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Portant sur les méthodes d'évaluation des carburants d'aviation durables (SAF), cette recommandation reconnaîtrait un bénéfice environnemental au recours à la polyculture (*multicropping*, une pratique agricole qui consiste à cultiver plusieurs cultures sur le même terrain, mise en œuvre notamment au Brésil) pour la production de SAF. Selon les Etats-Unis, il s'agirait d'une recommandation « prématurée », « manquant d'une justification technique ou scientifique suffisante », qui « profiterait considérablement au Brésil par rapport au reste du monde », « nuisant aux agriculteurs américains et à l'industrie de l'aviation, tout en augmentant les incitations à la déforestation des forêts tropicales menacées ». Le communiqué du DoS indique toutefois que « les États-Unis restent attachés à un dialogue constructif au sein de l'OACI et du CAEP et réitèrent leur volonté de continuer à travailler avec les États membres, l'industrie américaine et d'autres observateurs sur des recommandations qui reflètent les intérêts des États-Unis et qui maximisent les contributions à l'OACI ».

Industrie

6. TSMC prévoit d'augmenter de 100 Md\$ ses investissements aux Etats-Unis pour la fabrication de semi-conducteurs

TSMC a [annoncé](#) le 4 mars son intention d'investir 100 Md\$ supplémentaire, après un investissement initial de 65 Md\$, pour de nouvelles capacités de fabrication de semi-conducteurs à Phoenix en Arizona. TSMC emploie déjà 3 000 personnes sur ce site, qui a démarré sa production fin 2024, et exploite aussi une usine à Camas, dans l'état de Washington, ainsi que des centres de conception au Texas et en Californie. Cette expansion, présentée comme le plus gros investissement direct étranger de l'histoire des États-Unis, comprendrait trois nouvelles usines de fabrication, deux installations de conditionnement avancé et un centre de R&D. Les entreprises américaines d'IA et d'innovation technologique telles qu'Apple, NVIDIA, AMD, Broadcom et Qualcomm sont les clients majeurs de l'entreprise aux Etats-Unis.

Brèves

- Selon [les informations](#) de Reuters, un tiers de l'effectif supervisant la mise en œuvre du CHIPS Act, soit environ 40 personnes, a été licencié le 3 mars. Au cours de la semaine précédente, 20 employés, dont le directeur des investissements Todd Fisher, avaient démissionné dans le cadre du programme de départ volontaire lancé par l'administration Trump.
- Dans son [discours](#) au Congrès le 4 mars, Donald Trump a appelé à une abrogation du CHIPS Act. La loi bipartisane promulguée en 2022 pour soutenir la fabrication de semi-conducteurs avait attribué début mars environ 36 Md\$ sur les 52,7 Md\$ prévus sous forme de subventions et de prêts.
- Intel a [annoncé](#) à la presse locale le 28 février dernier que sa première usine en construction dans l'Ohio ne serait pas achevée avant 2030, pour entrer en production fin 2030 ou début 2031. Intel avait prévu à l'annonce du projet en 2022 de terminer la construction de cette usine en 2025. La seconde usine prévue sur le même devrait être achevée en 2031, pour un début de production en 2032.

Agriculture et industrie agroalimentaire

7. Les représentants du secteur agricole appuyés par des élus républicains plaident pour des exemptions tarifaires

Face aux tarifs douaniers imposés sur les importations en provenance du Canada, du Mexique et de la Chine, même repoussés une nouvelle fois pour un mois par Donald Trump le jeudi 6 mars, les élus républicains et les groupes du secteur agricole multiplient les demandes pour obtenir des exemptions sur certains produits essentiels, notamment les intrants agricoles.

Depuis plusieurs mois, les organisations agricoles alertent sur les conséquences des nouvelles taxes douanières, qui pourraient entraîner une augmentation des coûts pour les agriculteurs américains et une diminution des exportations en raison de potentiels droits de rétorsion. Le président de l'American Farm Bureau Federation, Zippy Duvall, [souligne](#) que les tarifs sur les produits canadiens pourraient aggraver la hausse du prix des engrais, notamment la potasse, dont 85 % de l'approvisionnement américain provient du Canada. Il indique « qu'ajouter des coûts supplémentaires et réduire les débouchés pour les produits agricoles américains pourrait créer un fardeau économique insoutenable pour certains agriculteurs. »

Plusieurs élus républicains sont intervenus en soutien aux agriculteurs. Glenn (G.T.) Thompson (R-Pa.), président de la commission de l'Agriculture à la Chambre des Représentants, plaide également pour une exemption sur la potasse, l'azote et même la tourbe, invoquant leur importance pour l'agriculture américaine. Il rejoint ainsi d'autres figures du parti, comme le sénateur Chuck Grassley (R-Iowa) et le représentant Zach Nunn (R-Iowa), qui appellent à alléger la pression tarifaire sur les agriculteurs.

De leur côté, les producteurs de [maïs](#) et de [soja](#) s'inquiètent particulièrement des conséquences sur leurs principaux marchés d'exportation, à savoir le Mexique pour le maïs et la Chine pour le soja. Ils militent pour une résolution des différends par la négociation et non par l'imposition de droits de douanes.

Numérique et innovation

8. Le président de la FCC critique les règles européennes de modération des contenus

Le 3 mars, Brendan Carr, président de la Federal Communications Commission (FCC), a [critiqué](#) les règles européennes de modération des contenus lors du Mobile World Congress à Barcelone. Il a estimé que le Digital Services Act (DSA) de l'Union européenne risquait de conduire à des restrictions « excessives » et « incompatibles avec la tradition [américaine] » de liberté d'expression.

Carr a dénoncé les tentations (*urges*) de déployer des réglementations « protectionnistes », visant les entreprises technologiques américaines et rappelé la volonté de l'administration Trump de défendre les intérêts des acteurs américains en la matière.

Cette prise de position intervient une semaine après [l'envoi](#) d'un courrier à Google, Apple, Meta, Amazon, Microsoft, Pinterest, Wikimedia, Snap et X, leur demandant de préciser comment elles comptent concilier les exigences du DSA avec la « tradition américaine de liberté d'expression » ainsi que le rôle perçu des autorités européennes dans leurs décisions de modération de contenu. Le courrier mentionne en outre que le « DSA menace la liberté d'expression et la diversité d'opinions tant aux Etats-Unis qu'à travers le monde. »

9. Le représentant Jim Jordan (R-Ohio) enquête sur l'influence des réglementations étrangères et du gouvernement fédéral sur la modération des contenus des Big Tech

Le 27 février, le représentant Jim Jordan (R-Ohio), président du House Judiciary Committee, a [enjoint](#) ("subpoena") Alphabet, Amazon, Apple, Meta, Microsoft, Rumble, TikTok et X Corp de communiquer des informations sur leurs échanges avec des gouvernements

étrangers, notamment ceux de l'Union européenne, du Royaume-Uni, du Brésil, de l'Australie et du Canada. Jordan affirme que certaines réglementations étrangères, en particulier le Digital Services Act (DSA), pourraient imposer aux plateformes des restrictions portant atteinte à la liberté d'expression aux États-Unis. Un des objectifs de sa démarche vise à étudier l'impact de ces réglementations étrangères sur les politiques de modération de contenu appliquées aux États-Unis.

En parallèle, le 6 mars, Jordan a [émis](#) une nouvelle injonction visant spécifiquement Alphabet, maison mère de Google et YouTube, exigeant la transmission de ses échanges avec l'administration américaine ainsi que ses communications internes sur la modération des contenus entre le 1er janvier 2020 et le 20 janvier 2025. L'objectif de cette démarche serait de déterminer si l'administration Biden a exercé des pressions sur les plateformes pour qu'elles appliquent des restrictions à la liberté d'expression.

Brèves

- Anthropic a [supprimé](#) de son site plusieurs engagements volontaires pris en 2023 en collaboration avec l'administration Biden pour promouvoir une IA « sûre et digne de confiance ». Ces engagements portaient notamment sur le partage d'informations sur la gestion des risques liés à l'IA et la recherche sur les biais algorithmiques.
- Microsoft a [annoncé](#) la fin de Skype, son application de messagerie et d'appels en ligne lancée en 2003. La société recentre ses efforts sur Microsoft Teams, sa plateforme de collaboration introduite en 2017. Les utilisateurs de Skype ont jusqu'au 5 mai pour basculer vers Teams ou exporter leurs données.
- CoreWeave, un fournisseur de services cloud soutenu par Nvidia, a [déposé](#) une demande d'introduction en bourse aux États-Unis. L'entreprise – dont le chiffre d'affaires a été multiplié par huit en 2024 (pour atteindre 1,9 Md\$) – prévoit de lever plus de 3 Md\$ lors de son introduction en bourse, avec une valorisation sous-jacente de l'ordre de 35 Md\$.
- 90 experts en technologies fédérales ont été [licenciés](#) par l'U.S. General Services Administration (GSA), entraînant la fermeture de l'unité dite « 18F », chargée de moderniser les infrastructures numériques des agences fédérales. Sa dissolution s'inscrit dans le cadre des réformes engagées par l'administration Trump, notamment via le Department of Government Efficiency (DOGE).

10. Pékin interdit à l'entreprise américaine Illumina d'exporter ses séquenceurs génétiques vers la Chine

La presse a [rapporté](#) le 4 mars l'[annonce](#) par le gouvernement chinois de son interdiction des importations de séquenceurs génétiques du fabricant américain Illumina. Cette annonce, interprétée par les médias comme une mesure de rétorsion des autorités chinoises, est intervenue quelques minutes après l'entrée en vigueur des droits additionnels de 10% sur la Chine (portant désormais à 20% le taux de droits additionnels imposés sur l'ensemble des importations chinoises par la nouvelle Administration). Pékin avait déjà annoncé au moment de l'entrée en vigueur de la première salve de droits additionnels de 10% sur la Chine, le 4 février dernier, l'inscription d'Illumina sur une *Unreliable Entity List*, action qui menaçait elle aussi les parts de marché de l'entreprise américaine en Chine [voir [Brèves sectorielles du 7 février 2025](#)]. Lors d'un échange avec le média FierceBiotech, Illumina a [souligné](#) que les autorités chinoises n'avaient pas interdit à Illumina d'opérer en Chine, mais seulement d'y exporter ses séquenceurs, sans mentionner à cet égard des intrants nécessaires au fonctionnement de ces appareils. L'entreprise, qui réalise environ 7% de son chiffre d'affaires en Chine, a aussi dit « respecter les lois et réglementations chinoises » et « apprécier le soutien de long-terme du gouvernement chinois aux investisseurs étrangers, dont Illumina ». L'entreprise a [inauguré](#) un premier site de production d'intrants à Shanghai en 2022, et avait fait part à l'époque de son ambition d'augmenter ses capacités en Chine afin de pouvoir y produire l'ensemble de ses instruments de séquençage et de ses consommables à horizon 2028. Le cours de l'action d'Illumina, déjà affecté ces dernières semaines par la première annonce de rétorsion chinoise aussi bien que par la publication de nouvelles règles de financement des National Institutes of Health (NIH) pour l'achat de matériel utilisé dans la recherche médicale [voir [Brèves sectorielles du 14 février 2024](#)], a à nouveau chuté de plus de 2% en réaction à l'annonce de Pékin. Cela survient aussi dans un contexte de réduction des effectifs d'Illumina aux Etats-Unis, l'entreprise ayant [annoncé](#) la suppression de plus de 250 emplois sur son siège de San Diego depuis mars 2024.

11. Pfizer dit songer à relocaliser certaines de ses activités aux Etats-Unis

Lors de la conférence annuelle Cowen Health Care, qui se tenait le 3 mars à Boston, le PDG du géant pharmaceutique Pfizer, A. Bourla, a été interrogé sur la stratégie du groupe et son approche vis-à-vis de l'administration Trump. A cette occasion, A. Bourla a [indiqué](#) qu'il s'attendait à des « changements radicaux » de la part de la nouvelle Administration, et estimé que ces changements pourraient générer aussi bien des « risques » que des « opportunités ». Il a déclaré que

dans ce contexte, son entreprise tentait « d'influencer l'environnement » en restant « proche de l'Administration » et en s'assurant que ses arguments étaient « bien compris » par elle, tout en évitant d'insister sur « les choses sur lesquelles [Pfizer était] en désaccord » avec celle-ci, comme les vaccins. A. Bourla a aussi souligné que Pfizer avait « probablement le plus grand réseau de fabrication » aux Etats-Unis de toutes les entreprises du secteur, avec 13 sites en activité. En réponse à une question sur les mesures tarifaires annoncées ou envisagées par l'Administration, il a précisé que « si quelque chose se produi[sait], [Pfizer] essaier[ait] d'atténuer les effets en transférant des sites de fabrication extérieurs vers les sites de fabrication [aux Etats-Unis] » s'agissant des « éléments qui [pourraient] être transférés rapidement ».

Brèves

- Le 28 mars, l'entreprise de biotechnologies américaine Magnet Biomedicine, qui développe actuellement une colle moléculaire pouvant être utilisée dans le traitement de cancers, a [annoncé](#) avoir conclu un accord de collaboration et de licence avec le géant pharmaceutique Eli Lilly pour le développement de cette technologie. Aux termes de l'accord, Magnet Biomedicine pourrait recevoir jusqu'à 1,25 Md \$ en paiements initiaux et échelonnés, ainsi qu'en investissements en actions.
- Le 3 mars, l'entreprise de capital-investissement américaine Blackstone a [annoncé](#) son acquisition d'une participation majoritaire de 60% dans la principale organisation de recherche contractuelle (*Contract Research Organization*, CRO) japonaise, CMIC. Fondée en 1992, CMIC dispose aujourd'hui d'opérations dans 12 pays, dont la Chine, Taiwan, la Corée du Sud, et l'Australie, et avait conclu ces dernières années des partenariats avec un institut de recherche contre le cancer en Floride et l'Université Rutgers dans le New Jersey. Blackstone n'a pas révélé le montant de la transaction.
- Le 3 mars, l'entreprise de dispositifs médicaux Boston Scientific a [annoncé](#) son acquisition de SoniVie Ltd., un fabricant spécialisé dans les dispositifs intravasculaires à ultrasons dans lequel l'entreprise du Massachusetts détenait déjà une participation d'environ 10%. Cette nouvelle transaction a consisté en un paiement initial de 360 M \$ pour les 90% de parts restantes dans SoniVie Ltd., et jusqu'à 180 M \$ de paiements additionnels en fonction des étapes réglementaires qui seront franchies par cette dernière.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)